

### Aperçu

En 2020, les services d'éducation dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) ont été remis en question de trois façons notables, qui sont également étroitement liées aux besoins de protection de l'enfance. Premièrement, par la mise en place d'une nouvelle politique d'enseignement primaire gratuit, ayant épuisé les ressources ; deuxièmement, par la persistance du conflit dans plusieurs provinces, provoquant des déplacements massifs de population ; et troisièmement, par la fermeture forcée d'écoles dans tout le pays comme mesure de confinement de la COVID-19. Ces facteurs ont mis à rude épreuve un système éducatif qui était déjà sous-financé et débordé et ont entraîné des difficultés pour les enfants à accéder à une éducation de qualité dans tout le pays, et en particulier dans la région orientale. Un examen des récentes évaluations rapides des besoins menés dans 4 des 26 provinces de la RDC (les districts touchés par le conflit du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, et du Tanganyika), ainsi que des renseignements secondaires nationaux et provinciaux disponibles donnent un aperçu des impacts potentiels de ces facteurs sur l'éducation et la protection de l'enfance dans l'Est de la RDC. Néanmoins, ces recherches récentes présentent des lacunes et des limites, et certains des effets à long terme de ces facteurs restent incertains.

Les évaluations ont été réalisées dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri et le Tanganyika (en bleu)



### Considérations principales



**27 millions**

Les enfants sont potentiellement affectés par une éducation perturbée



**Personnes déplacées à l'intérieur du pays & réfugiés**

Sont particulièrement vulnérables à la fois aux perturbations de l'enseignement et aux effets négatifs des fermetures d'écoles



**De sérieux risques de protection**

Sont présents pour les enfants qui sont déscolarisés, y compris le travail forcé, le mariage, les abus et le recrutement

### À propos de ce rapport

Ce rapport a été élaboré en collaboration avec des partenaires dans la RDC, notamment le DRC Education Cluster et le Child Protection Sub-Cluster, afin de soutenir les contributions d'analyse à l'Aperçu des Besoins Humanitaires de la RDC en 2021. Ses principales sources sont un certain nombre d'évaluations rapides des besoins menées dans quatre provinces dans l'est de la RDC. Il repose sur des informations existantes sur les facteurs de perturbation de l'éducation identifiés dans ces évaluations. Néanmoins, les lacunes sont importantes, et la vaste documentation sur les impacts de l'éducation manquante a également été consultée.

## Informations contextuelles

### Investissement dans l'éducation

L'inscription à l'enseignement primaire et secondaire reste un problème important pour la République démocratique du Congo (RDC) depuis que la nation a obtenu son indépendance en 1960, principalement parce que l'enseignement public n'est pas gratuit. Jusqu'en septembre 2019, la RDC était l'un des rares pays dans le monde où les écoles primaires étaient encore officiellement payantes. En conséquence, de nombreux enfants vont occasionnellement à l'école selon la capacité de paiement de leurs parents, et connaissent un retard important dans leur apprentissage. La scolarisation est également mise à rude épreuve par d'autres facteurs, notamment les conflits et, plus récemment, la fermeture d'écoles dans tout le pays. Outre les obstacles à l'accès universel à l'éducation, le système éducatif congolais a été confronté à la faible qualité de l'enseignement (Banque mondiale 16/06/2020).

Le système éducatif en RDC est composé de la maternelle (3-5 ans), du primaire (6-11 ans), du secondaire (12-17 ans) et de l'enseignement supérieur (18-22 ans). Seulement six années de scolarité sont obligatoires (de 6 à 11 ans) (UNESCO). Il est gouverné par trois ministères : le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP), le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (MESU) et le Ministère des Affaires Sociales (MAS) (Legal Aid Board consulté pour la dernière fois 09/09/2020). En 2009, le gouvernement a élaboré une politique dans le cadre de l'initiative « Stratégie nationale d'utilisation des langues nationales » qui a déterminé que chacune des quatre langues nationales, lingala, kiswahili, chiluba, kikongo, sera utilisée dans la zone géographique où elle est le plus couramment parlée de la première à la quatrième année (Global Partnership 21/02/2020). L'initiative de politique linguistique s'aligne sur les recherches menées durant les premières années d'apprentissage qui suggèrent que l'apprentissage dans la langue maternelle de l'enfant est essentiel pour de meilleurs résultats d'apprentissage (UNESCO 2011).

**Inscription :** La population ayant moins de 14 ans représente 46 % de la population totale en RDC (Banque mondiale 01/2019). Il est estimé que 87 % des enfants en âge de scolarisation primaire ont été inscrits avant le début de la pandémie de la COVID-19, avec la majorité des enfants non inscrits se trouvant dans les zones rurales (GPE 2018). 3,5 millions d'enfants en âge de scolarisation primaire n'étaient pas scolarisés avant la pandémie de la COVID-19, et 44 % de ceux qui vont à l'école ont commencé après l'âge de six ans, l'âge de scolarisation obligatoire dans le pays (USAID 05/09/2019). Cependant, il convient de noter que le système de suivi de l'éducation (le système d'information de gestion de

l'éducation (SIGE)) n'est pas actualisé régulièrement et n'inclut donc pas les enfants touchés par les conflits et la COVID-19.

Le taux de passage du primaire au secondaire est en moyenne de 72 % (UNESCO 2012). Seulement 34,5 % (taux net ajusté) des enfants en âge de scolarisation dans le premier cycle du secondaire vont à l'école (UNICEF 01/01/2014). Comme les enfants ont été confrontés à une éducation perturbée au cours des quatre derniers mois pendant les fermetures d'écoles, les taux de transition moyens vont probablement diminuer.

Deux pour cent des enfants en RDC étaient couverts par une sorte de programme nutritionnel scolaire ; bien que ce pourcentage soit très faible, les perturbations pourraient avoir empêché ces enfants d'avoir accès à la nourriture (FAO 2018).

**Qualité de l'apprentissage :** Bien que le taux de scolarisation ait été relativement élevé avant sa perturbation par la pandémie de la COVID-19, la qualité de l'enseignement était problématique. Les taux de redoublement et d'abandon étaient, en moyenne, élevés dans tout le pays, ce qui peut être considéré comme un indicateur de faible qualité (USAID dernière consultation le 08/08/2020, De Herdt et Titeca 2016). Les infrastructures scolaires sont souvent délabrées (De Herdt et Titeca 2016), et les professeurs peuvent être démoralisés suite au non-versement régulier des salaires. Le financement public moyen de l'éducation a diminué sur plusieurs décennies, passant de \$150 par élève en 1982 à \$10 en 2006, ce qui peut indiquer un grave manque d'investissement dans les infrastructures et les programmes des écoles publiques (De Herdt et Titeca 2016). Au cours de la même période, le nombre d'enseignants du primaire et du secondaire inscrits sur la liste de paie du gouvernement a été réduit de moitié et les salaires ont diminué de 25 % (De Herdt et Titeca 2016). Ce manque de financement a été partiellement compensé par l'introduction, dans les années 1980, d'un système de frais de scolarité initialement temporaire, qui s'est poursuivi sous différentes appellations après avoir été mis hors la loi en 2004 (De Herdt et Titeca 2016).

Depuis 2006, les dépenses publiques en matière d'éducation sont passées de 6,7 % du budget à 14,8 % en 2016 (GPE 12/2018). Néanmoins, d'importants déficits de financement subsistent et les parents ont supporté la plupart des coûts directs et indirects de la scolarité (jusqu'à 75 % du budget de l'éducation nationale, selon les estimations du gouvernement) (ODI Khan et al. 2020). Ces frais s'élèvent en moyenne à \$43 par an (GPE 2018), ce qui est significatif pour un pays où 72 % de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté internationale, autrement dit, elle survit avec moins de \$1,90 par jour, soit \$57 par mois (Banque mondiale 04/05/2020). Cela pèse principalement sur les ménages les plus pauvres, qui sont susceptibles de bénéficier le plus de l'éducation. Le gouvernement a cherché à éliminer définitivement les frais de scolarité en garantissant

un enseignement primaire gratuit et obligatoire dans tout le pays grâce à une politique mise en place en septembre 2019.

**L'éducation des réfugiés :** Quelques populations en particulier font face à des barrières éducatives permanentes. Les services d'éducation aux réfugiés étaient limités avant les crises actuelles en RDC, reflétant souvent le contexte de leur hôte. 46 % des enfants réfugiés rwandais en âge de scolarisation ne sont pas inscrits à l'école, et 30 % des enfants réfugiés centrafricains vivant dans des camps ne sont pas inscrits, tandis que 62 % de ceux qui vivent en dehors des camps ne sont pas inscrits. De même, 40 % des enfants réfugiés du Sud-Soudan ne sont pas inscrits à l'école. Cela peut être lié aux différents niveaux d'éducation des enfants et à leurs différentes compétences linguistiques, ainsi qu'au fait que les écoles existantes dans les camps ne peuvent pas accueillir de nouveaux enfants réfugiés en raison de la surpopulation et du manque de ressources (ODI Khan et al. 2020).

## Conflit en RDC

La RDC connaît l'une des crises humanitaires les plus complexes et les plus anciennes du monde, en particulier dans l'Est de la RDC. L'insécurité et la violence actuelles trouvent leur origine dans la crise massive des réfugiés et les débordements de violence lors du génocide de 1994 au Rwanda. Bien que le conflit ait officiellement pris fin en 2003, les groupes armés et les forces de sécurité nationale s'affrontent toujours pour le contrôle des territoires riches en ressources naturelles dans l'Est de la RDC. À la suite du conflit de 1994 à 2003, plus de 5,2 millions d'enfants n'ont reçu aucune éducation (Ministère du Travail des États-Unis 2006).

Un nouveau conflit a commencé dans la région du Grand Kasai en avril 2016, s'étendant aux provinces du Nord et du Sud Kivu et aux provinces du Tanganyika. Le conflit a perturbé l'accès à l'éducation dans les régions touchées, et a engendré un besoin urgent en la matière auprès d'environ 1,8 million d'enfants selon l'Aperçu des Besoins Humanitaires de 2019 (HNO 2019). Dans la province du Tanganyika, une recrudescence de la violence a entraîné la destruction de plus de 300 écoles tandis que dans la région du Kasai, des infrastructures endommagées ont forcé 150 000 enfants à quitter l'école (Save the Children). Les attaques contre l'éducation semblent avoir diminué entre 2013 et 2015, avant d'augmenter considérablement en 2016 et 2017 (Refworld 11/05/2018). En 2020, les attaques sont devenues de plus en plus discriminatoires et poussent des communautés à se déplacer sans cesse à travers le Tanganyika (ICG 2020). En outre, la RDC a la plus grande population de personnes déplacées en Afrique et accueille 538 000 réfugiés d'autres pays, ce qui augmente le besoin d'une éducation fiable et accessible pour ces communautés vulnérables (HNO 2019).

## Crises actuelles

### Intensification du conflit

**En Ituri,** la sécurité s'est encore détériorée depuis fin 2019. Des factions du groupe armé dirigé par les Lendu, la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), ont orchestré de multiples attaques contre des villages de la province, notamment dans les territoires de Djugu et Mahagi, entre décembre 2019 et mai 2020 (Évaluation Multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 05/08/2020). Ces attaques comprenaient des massacres, des pillages de biens et de bétail, des assassinats ciblés, et l'incendie de maisons et infrastructures de base (Inconnu/OCHA 23/04/2020). Les représailles ultérieures des forces armées congolaises (FARDC) ont également touché les communautés locales, rapportant des abus, y compris des exécutions extrajudiciaires (HRW 2020, Amnesty International 02/10/2020). La présence d'autres groupes armés et la violence intercommunautaire aggravent encore l'instabilité des conditions de sécurité en Ituri (NRC, Solidarités, ACTED, Reflex 05/05/2020). Ces vagues de violence ont entraîné le déplacement forcé de milliers de personnes issues des zones touchées (Inconnu/OCHA 23/04/2020). Les communautés d'accueil subissent un stress croissant car le nombre de personnes déplacées continue d'augmenter avec peu de perspectives de retour à court ou moyen terme (Évaluation Multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 05/08/2020). Dans la capitale de la province, Bunia, la plupart des personnes déplacées sont accueillies dans des camps à l'intérieur ou aux alentours de la ville. D'autres séjournent dans des familles d'accueil (Évaluation Multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 05/08/2020). Dans d'autres régions, les personnes déplacées dépendent de familles d'accueil ou de logements loués. Les capacités d'accueil étant insuffisantes, un nombre croissant de personnes dorment dans des centres improvisés tels que des écoles et des églises (Inconnu/OCHA 23/04/2020).

**Les provinces du Nord et du Sud-Kivu** se sont transformées en zones contrôlées par plusieurs groupes armés ; 70 groupes armés sont présents sur les territoires, bien que la plupart des combats se déroulent entre les forces armées (FARDC) et le groupe des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) (ARC GIS consulté pour la dernière fois le 09/09/2020). Le conflit au Sud-Kivu a récemment refait surface en février 2019 (OCHA 30/06/2020) sous l'effet d'un certain nombre de facteurs, notamment le conflit pour le contrôle des ressources minérales. Le conflit entraîne de fréquents dommages sur les civils et des atrocités ont été commises dans la région, notamment contre des enfants ; les populations sont également soumises à des déplacements forcés récurrents. Des épisodes de conflit ont été signalés dans un certain nombre d'évaluations au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

De 2018 à 2019, 30 attaques contre des écoles et des hôpitaux ont été attribuées principalement à des groupes armés, tandis que deux attaques ont été attribuées aux forces armées. La plupart des écoles ont été délibérément brûlées et/ou pillées (UN GA UN SC 15/06/2020).

## Attaques contre les établissements d'enseignement

Selon les incidents enregistrés au cours des évaluations multisectorielles menées par les partenaires humanitaires au Sud-Kivu, en Ituri et au Tanganyika au cours du premier semestre 2020, les attaques visant les écoles sont courantes et ont entraîné la destruction d'infrastructures et, dans certains cas, des pertes humaines (Évaluation Multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 09/2020 ; COOPI 22/06/2020 Unknown/OCHA 23/04/2020 ; Inconnu/OCHA 06/2020). Le 31 août, des hommes armés non identifiés ont attaqué et violé des étudiantes dans un centre d'examens accueillant 35 étudiants de dernière année, 16 garçons et 16 filles, dans la ville de Isiro, dans la province du Haut-Uélé, la nuit précédant les examens (The Defense Post 31/08/2020). Les étudiants ont malgré tout passé leurs examens le lendemain (BBC 01/09/2020). Le 31 août également, dans la province du Sud-Kivu, environ 700 étudiants et leurs professeurs ont fui après avoir combattu près d'un centre d'examens. Le 27 août, au moins deux étudiants et un enseignant auraient été tués dans la région de Masisi, dans la province du Nord-Kivu, suite à un affrontement entre les forces de sécurité et un groupe armé à proximité d'un centre d'examens. Les étudiants ont été tués lorsqu'ils assistaient au deuxième jour du test national de fin d'études primaires à l'école primaire de Ngoyi (UNICEF 28/8/2020). En juin 2020, 13 enfants ont été tués par des flèches lors d'attaques armées dans la ville de Ngombe Mwana (Inconnu/OCHA 06/2020). On ne sait pas si les étudiants ont été la cible des combats ou pris entre deux feux.

## Fermeture d'écoles relative à la COVID-19

Le 19 mars, le gouvernement a instauré un confinement national, forçant la fermeture d'écoles et d'universités dans tout le pays afin de contrôler la propagation de la COVID-19 (Jambo RDC 03/2020). Le 10 août, les écoles ont temporairement rouvert leurs portes aux étudiants de dernière année afin de leur permettre de passer les examens nationaux. Les autres étudiants attendront le début de l'année académique 2020/2021 pour passer leurs examens, qui commenceront probablement début octobre (Radio Okapi 11/08/2020). Le 10 août, les écoles ont partiellement rouvert leurs portes aux élèves de dernière année de primaire et de secondaire, ainsi qu'aux étudiants de cinquième année à l'université, afin de terminer l'année scolaire 2019-2020 (Africa News 10/08/2020).

Les fermetures d'écoles risquent de priver les élèves d'opportunités d'apprentissage et pour l'avenir, en partie parce que les ménages peuvent ne pas être en mesure de s'adapter aux outils d'apprentissage à distance. Alors que seulement 8 % des ménages en RDC ont accès à Internet (UNICEF consulté pour la dernière fois le 08/09/2020), 77 % des personnes de plus de 15 ans sont alphabétisées, ce qui indique que les enfants peuvent avoir eu accès à un certain soutien de la part de membres de la famille alphabétisés. 22 des 26 provinces ont été couvertes par une offre de programmes d'enseignement à distance, dont 327 programmes radio quotidiens et 25 chaînes de télévision utilisés à ces fins (UNICEF 12/08/2020). Dans la province d'Ituri, les partenaires de Education Cluster ont distribué des cahiers d'exercices aux enfants des camps de déplacés, ont assuré des formations pour les enseignants et ont sensibilisé les élèves à la prévention de la COVID-19. Toutefois, ces interventions ont été limitées à la capitale de la province (Évaluation Multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 05/08/2020). Dans la province de Kasai, le ministre de l'éducation a organisé des cours à la télévision, mais certaines zones, comme la ville de Kananga, ne sont pas complètement couvertes par le réseau électrique, ce qui empêche les étudiants de suivre les cours (Human Rights Watch 26/08/2020). Pour combler ce fossé, les partenaires du cluster ont distribué 225 424 cahiers d'exercices dans 11 provinces, et 6 708 radios à énergie solaire aux enfants des ménages vulnérables dans 17 provinces (UNICEF 12/08/2020) ; cependant, on ne sait pas très bien quel soutien les enfants des autres provinces ont reçu.

## Ressources limitées et surpopulation à cause de la nouvelle politique de l'éducation

Le nouveau président de la RDC, Felix Tshisekedi, a pris ses fonctions en janvier 2018. Il avait promis d'allouer 2,6 milliards de dollars, soit près de 40 % du budget annuel de la RDC, à l'enseignement primaire (Africa News 08/09/2019). Pour résoudre les problèmes d'accès à l'éducation et permettre à tous les enfants de profiter des possibilités d'apprentissage, conformément à l'Objectif de développement durable n°4 (assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité), la RDC a entrepris une réforme radicale de l'enseignement, instaurant la gratuité de l'enseignement primaire à l'échelle nationale à partir de septembre 2019. L'objectif était de réduire les frais de scolarité des ménages les plus pauvres et de faciliter l'accès des enfants de tout le pays à l'enseignement primaire (Banque mondiale 16/06/2020). La Banque mondiale a également approuvé l'octroi de 8 millions de dollars américains, sous forme de prêts et de subventions, destinés à promouvoir la gratuité de l'enseignement primaire dans les provinces les plus pauvres de l'est et du centre de la RDC (Banque mondiale 15/06/2020).

Si l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire offre la possibilité aux enfants de tous les milieux et de toutes les catégories sociales d'être scolarisés, elle représente néanmoins une charge en plus pour un pays aux ressources limitées, et a provoqué la surcharge des classes. Il n'y a en effet pas eu d'augmentation du nombre d'enseignants pour pallier la hausse des inscriptions, malgré un ratio national moyen de 33 élèves par enseignant (données les plus récentes émanant de l'UNESCO en 2015).

Dès septembre 2019, le gouvernement s'est engagé à rémunérer tous les enseignants, y compris ceux dont la rémunération était prise en charge par les familles des élèves. Mais, partout dans le pays, des enseignants se sont plaints de ne toujours pas avoir été payés. Des enseignants ont donc organisé une manifestation à Bukavu, dans le Sud-Kivu, le 3 août (Garda 02/08/2020, Election net 08/2020). À Kalemie, dans la province du Tanganyika, certains enseignants ont déserté leur poste ou s'absentent fréquemment pour aller récupérer leur salaire sur les sites installés par la Trust Merchant Bank (TMB), banque commerciale basée en RDC, laissant les enfants sans surveillance (ARMÉE DU SALUT, AIDES, ADSSE, APEF, ADPF, ASOV 07/02/2020). Sans compter que les parents sont toujours obligés d'acheter les uniformes de leurs enfants, ainsi que des vêtements de bonne qualité et d'autres fournitures scolaires, que ce soit sur le territoire de Kalemie ou dans d'autres provinces (HNO 2020, UNICEF, AVSI, OCHA, AIDES, LIPEDEM, LIZADEEL, ACP, AFEDI, ARMÉE DU SALUT 09/2019).

## Les effets de la crise

### Résultats obtenus en matière d'éducation

L'un des effets immédiats de la fermeture des écoles due à la COVID-19 est l'interruption de l'apprentissage de 27 millions d'enfants (ces chiffres datent du 07/07). Comme il n'existe à l'heure actuelle que très peu d'études ou d'évaluations de ces effets, il s'agit principalement de risques estimés (UNICEF 07/07/2020). La fermeture des écoles risque de nuire encore plus à l'éducation, notamment dans les zones en proie à des conflits et les zones où les ressources allouées à l'enseignement sont déjà limitées. Elle pourrait également se répercuter sur le futur potentiel de revenu, et avoir des répercussions sur la santé, la nutrition et les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (services EAH), mais aussi sur le bien-être psychologique des enfants (Banque mondiale 2018, CMI 2020). S'ils sont déscolarisés, ces derniers peuvent renoncer à poursuivre leur éducation à l'avenir, ce qui risque de creuser les inégalités à plus long terme. En effet, les enfants les plus pauvres n'auront peut-être pas la possibilité d'accroître leur futur revenu ou d'améliorer leurs perspectives d'emploi (ZOOM ECO 11/07/2020). Plus généralement, c'est la qualité de

l'enseignement elle-même qui risque de pâtir de cette crise. Les enseignants peuvent en effet contracter la COVID-19 ou rencontrer des difficultés financières liées à la pandémie, ce qui détournera leur attention de leur travail.

Un consensus se dégage des sources secondaires (principalement la recherche universitaire) sur les effets à court et long termes d'une éducation entravée, même par des bouleversements temporaires, sur une courte période, comme la fermeture des écoles liée à l'épidémie de COVID-19 ou des épisodes de conflits sporadiques engendrant la destruction des biens scolaires (Justino UNESCO 2010) (ZOOM ECO 11/07/2020). Les enfants qui ont du mal à accéder à l'enseignement secondaire sont moins susceptibles de poursuivre leur scolarité. Et les filles qui ont du mal à accéder à l'enseignement secondaire sont plus susceptibles que les autres filles d'avoir des enfants tôt et de se marier à un jeune âge (Duflo et al. 2019). Il est également établi que l'éducation a des effets positifs sur la santé et joue un rôle déterminant en la matière, par exemple en occupant d'éventuelles situations à risque, en apprenant aux enfants à prendre soin d'eux ou en recourant aux services de prévention (Feinstein et al. OCDE 2006). Fermer les écoles signifie priver de nombreux enfants d'un environnement sûr, indispensable pour eux, mais aussi limiter leurs interactions sociales normales et restreindre leur accès à des services essentiels et aux réseaux de soutien (CMI 05/01/2020). Cette situation se répercute sur le bien-être physique, mental et psychosocial d'enfants qui, lorsqu'ils ne sont pas à l'école, peuvent courir un risque accru de maltraitance, d'exploitation et de négligence de la part des personnes qui s'occupent d'eux ou d'autres adultes (HRW 09/04/2020 ; Neetu et al. 04/08/2020 ; Save the Children 10/09/2020). Le stress et les traumatismes qui en résultent peuvent nuire à leur développement et compromettre leur capacité d'apprentissage (Lee, 2020 ; Fisher et al., 2018 ; Banque mondiale 05/2020).

Des études qui identifient les bienfaits de l'éducation dans les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé, ne traitant pas spécifiquement des possibles résultats en RDC, ont révélé que l'enseignement secondaire contribue à une meilleure santé, en particulier chez les filles (Viner et al 2017). Les enfants dont la scolarisation a été interrompue, à cause d'un conflit par exemple, ou d'une blessure causée par une mine, peuvent avoir un accès à l'éducation restreint. Ils sont également susceptibles de ne pas bénéficier des meilleurs résultats en matière de santé et de revenu corrélés à l'éducation (Justino UNESCO 2010). Un rapport de la Banque mondiale publié en 2015 estime qu'une année de scolarité supplémentaire en RDC se traduit par une hausse moyenne de 9,1 % du salaire mensuel (Banque mondiale 2015), et que plusieurs années de scolarisation supplémentaires en RDC augmentent les chances de travailler dans un secteur plus rentable et d'obtenir un contrat de travail officiel assurant une certaine stabilité. Priver les élèves d'écoles revient donc potentiellement à les priver de ces possibilités à long terme.

Les enfants qui n'ont plus accès aux cantines scolaires peuvent également souffrir de carences en micronutriments, d'une baisse d'énergie, et avoir du mal à poursuivre leur scolarité. Bien qu'elles ne se soient pas obligatoires à l'échelle nationale, des cantines scolaires pourraient néanmoins être mises en place dans certaines écoles (Jomaa et al. 2011, CMI 2020, ZOOM ECO 11/07/2020). Dans certaines régions de la RDC, après l'épidémie d'Ebola, les soins de santé et les infrastructures sanitaires avaient été renforcés dans les écoles. Les enfants peuvent ne plus avoir accès à ces infrastructures depuis la fermeture des écoles. C'est notamment le cas des enfants issus des familles les plus pauvres, qui ne bénéficient probablement pas d'un accès régulier à ces ressources (UNICEF dernière consultation 08/09/2020).

Les perturbations liées aux conflits aggravent les écarts significatifs entre les sexes en matière d'éducation (Justino UNESCO 2010). L'interruption de la scolarisation peut également avoir des effets intergénérationnels, puisque l'éducation est positivement corrélée avec les choix d'une personne en matière de fécondité, la santé éventuelle de sa famille, les résultats scolaires de ses enfants, et même sa propre santé (Duflo et al. 2019).

### Résultats obtenus en matière d'éducation identifiés par les évaluations

Les évaluations multisectorielles étudiées ont été menées après l'émergence de nouvelles crises. Elles ne traitent donc pas de l'aggravation de ces crises ni ne couvrent le pays dans sa totalité (mais seulement quatre de ses 26 provinces, et uniquement certaines zones de santé et localités au sein de ces dernières). **Les résultats de ces évaluations ne sont valables que pour leurs zones respectives et font uniquement état de la situation dans ces zones.**

Les évaluations menées en juin 2020 dans l'agglomération d'Oicha, sur le territoire de Beni (Nord-Kivu), ont confirmé que les écoles étaient bien fermées depuis le 20 mars en raison des mesures prises pour endiguer la pandémie de COVID-19 (ACOPE/ASBL 23/06/2020). Une évaluation conduite à Kalonge (Nord-Kivu) a constaté que plus de 55 % des enfants de cette zone n'étaient pas scolarisés (Évaluation multisectorielle selon OCHA 09/2020). Il est difficile de déterminer combien d'enfants ont pu retourner à l'école quand elles ont rouvert leur portes. Dans les zones où sévissent des conflits, la fermeture des écoles due à la pandémie est venue prolonger une période déjà très longue de scolarisation perturbée pour beaucoup d'enfants. Dans le Sud-Kivu, c'est notamment le cas des enfants déplacés à l'intérieur du pays, qui ont été identifiés comme n'ayant pas accès à l'éducation avant le début de la pandémie (Évaluation multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 09/2020).

En Ituri, plus de 50 000 enfants en âge d'être scolarisés avaient été déplacés à cause des conflits après le début de l'année scolaire en septembre 2019 et n'avaient pas accès à

l'école dans leur communauté d'accueil avant la fermeture en mars 2020. Les données des zones de conflit dans la province ne sont pas disponibles, ce qui signifie que les chiffres sont probablement beaucoup plus élevés. Ces étudiants courent un risque particulièrement élevé de ne pas terminer leur éducation dû au temps perdu de scolarité, aux difficultés d'accès à l'éducation dans les communautés hôtes, et aux conditions socioéconomiques précaires (Évaluation multisectorielle selon OCHA 08/08/2020).

Les impacts socioéconomiques de la COVID-19 ont augmenté le risque que les familles soient incapables de payer les frais d'enseignement secondaire et donc de reprendre les études. Ceci est un risque en particulier pour les enfants déplacés et ceux des foyers pauvres qui connaissent déjà des difficultés financières et qui ont probablement souffert des pertes de revenus dû à ces chocs (Save the Children 10/09/2020). Même si il y a accès aux écoles publiques, le manque de ressources pour acheter des kits scolaires et d'autres matériels d'apprentissage affecte la capacité des étudiants à fréquenter l'école et à apprendre efficacement. Comme les écoles publiques demeurent fortement surchargées, surtout dans les communautés qui hébergent les personnes déplacées, les écoles privées sont aussi inaccessibles pour un nombre croissant d'étudiants. Ceci est particulièrement préoccupant pour les étudiants en dernière année qui devraient retourner à l'école pour passer leurs examens (Évaluation multisectorielle selon OCHA 08/08/2020).

**Les écoles à travers le pays ont constaté une augmentation de l'effectif des classes** depuis l'introduction de la politique de gratuité de l'enseignement primaire, ce qui met à rude épreuve des ressources et des infrastructures déjà limitées, ainsi que le moral des enseignants (GoDRC 2020, Évaluation multisectorielle selon OCHA 09/2020). Cette politique a aggravé les problèmes de surcharge dans les écoles accueillant un nombre important d'étudiants déplacés. Les rapports de la province de l'Ituri soulignent régulièrement ce problème, indiquant que les taux enseignant-étudiant atteignent des sommets de 92 pour 1 et empêchent la prestation d'une éducation de qualité (Samaritan's Purse, 05/2020 ; PPSSP, UNICEF 13/03/2020). Dans certaines régions, les écoles n'avaient pas la capacité d'accueillir la plupart des enfants déplacés avant les fermetures relatives à la COVID-19. Au fur et à mesure de la réouverture des écoles, ces élèves risquent de rester privés de l'éducation (Évaluation multisectorielle selon OCHA 05/08/2020).

Dans les zones de conflit de Kalonge et de Nindja, au Sud-Kivu, et dans toute la province de l'Ituri, **les enfants n'avaient pas de kits scolaires appropriés** (Évaluation multisectorielle selon OCHA 09/2020). Le manque de fournitures scolaires, notamment les bureaux et les chaises, limitent également la capacité à accueillir les personnes déplacées et à leur fournir un bon niveau d'éducation (Évaluation multisectorielle selon OCHA 07/08/2020 ; Unknown/OCHA 06/2020). Une évaluation à Kalonge et Nindja a également constaté que **les enseignants n'étaient**

**pas dûment formés** en raison des fréquents déplacements forcés (Évaluation multisectorielle selon OCHA 09/2020). Selon une évaluation réalisée en février 2020, la majorité des élèves du primaire scolarisés dans les villages de Mutakuya, Kasubuyi, Mpele Mwavi, Katibili, Rutuku Mulembwe, sur le territoire de Kalemie dans la province du Tanganyika, sont soit des enfants rapatriés soit des enfants déplacés. 95 % de ces écoles ont un taux de fréquentation supérieur à ce que les salles de classe peuvent accueillir en raison de la politique d'enseignement primaire gratuit qui a encouragé un plus grand nombre d'élèves à assister aux cours. En outre, l'évaluation a permis de constater que les écoles ne disposent pas de fournitures adéquates pour les élèves, notamment des tables et des portes pour les latrines (ARMEE DU SALUT, AIDES, ADSSE, APEF, ADPF, ASOV 07/02/2020).

**L'évaluation a aussi noté que les écoles étaient directement endommagées par la violence**, y compris dans 11 zones de santé à Kalonge, au Sud Kivu (Évaluation multisectorielle selon OCHA 09/2020). Il y a neuf écoles primaires et secondaires qui nécessitent une sorte de reconstruction à Nindja, dans le Sud Kivu, une région avec un déficit éducatif notable. Depuis 2013, **les écoles ont été ciblées par des groupes armés et abandonnées dû au conflit** dans les régions de la RDC touchées par le conflit. Des rapports de mars à août 2020 sur les attaques ciblées contre les écoles, y compris la **mise à feu des bâtiments scolaires et le pillage du matériel pédagogique**, sont répandus à travers les provinces de Ituri et Tanganyika (COOPI, CARITAS 05/06/2020, Inconnu/OCHA 06/2020). Les évaluations de janvier 2020 ont noté une **augmentation dans les conflits interethniques** sur le territoire de Nuynzu, dans la province de Tanganyika. Ces conflits ont affecté négativement le secteur de l'éducation, causant un dommage considérable à l'infrastructure et à la vie humaine. Les évaluations réalisées dans les régions de Ngombe Mwana et Lengwe de Nyunzu ont constaté que **les écoles avaient été directement endommagées par la violence, et dans de nombreux cas occupées par des milices armées**. À Ngombe Mwana, 43 des 91 écoles ont été endommagées et 12 sont encore occupées par des militants, ce qui affecte 9 907 élèves, dont 3 657 filles et 6 250 garçons. À Lengwe, 26 des 64 écoles ont été endommagées et neuf sont toujours occupées par des militants, ce qui affecte 6 091 élèves, dont 2 956 filles et 3 135 garçons (Inconnu/OCHA 06/2020).

**Les personnes déplacées qui fuient la violence et résident dans les écoles** était un phénomène identifié dans plusieurs provinces, y compris le Nord Kivu. Une évaluation réalisée dans la commune d'Oicha, à Beni, au Nord-Kivu, a permis de recenser 795 ménages de personnes déplacées qui ont occupé des écoles après avoir fui la violence – cette situation se poursuivrait depuis 2016, puisque les ménages de personnes déplacées recherchent fréquemment la sécurité dans les écoles (ACOPE/ASBL 23/06/2020). Cela a conduit à une nouvelle dégradation des infrastructures scolaires et à la perte de

matériel pédagogique, ce qui a eu un impact sur environ 4 000 élèves qui en dépendent (AVSI 07/2020, UNHCR, CARITAS, AVSI 27/03/2020).

On ne sait pas si les personnes déplacées sont parties ou sont restées depuis que la fermeture des écoles a été levée. La réouverture des écoles en août 2020 a probablement augmenté les besoins d'hébergement et d'éducation là où des dispositions appropriées alternatives pour les personnes déplacées résidant dans les écoles n'ont pas été prises.

**Les évaluations ont souligné que les fortes pluies et les inondations** ont également causé des dommages importants aux bâtiments scolaires dans certaines zones. Le 24 avril 2020, une évaluation des fortes pluies dans la ville de Beni, au Nord-Kivu, a indiqué que six écoles avaient été endommagées (ACOPE/ASBL 26/04/2020), affectant ainsi 6 134 élèves du primaire et du secondaire, parmi lesquels 138 sont orphelins et résident dans ces écoles. Les inondations récurrentes à Djugu, en Ituri, ont détruit quatre écoles et déplacé plus de 10 000 personnes depuis novembre 2019 (Évaluation multisectorielle selon OCHA 08/07/2020). Les inondations ont également touché les villes de Moba et Kalemie dans la province du Tanganyika. Dans la 1ère subdivision de Moba, 29 des 147 écoles évaluées, avec une population scolaire totale de 8 928 élèves dont 3 741 filles, ont été détruites par les inondations. Dans la 2ème subdivision de Moba, 22 des 84 écoles, dont une école avec une population totale de 7 564 élèves dont 3 101 filles, ont été complètement détruites à la suite des inondations (UNICEF 05/2020)

## Les résultats en matière de protection de l'enfance

Les informations fiables disponibles de sources secondaires sur l'impact des fermetures d'écoles sur la protection des enfants sont limitées ; cependant, en général, les enfants sont susceptibles d'être confrontés à des problèmes de protection lorsqu'ils sont en dehors de l'école car celle-ci est souvent un espace protégé, dans lequel le mariage infantile, les grossesses précoces et d'autres risques de protection peuvent être évités. Un premier examen des informations disponibles indique que les violations de la protection de l'enfance sont en augmentation. Au cours du premier semestre 2020, 1 566 violations de la protection de l'enfance ont été enregistrées dans le cadre de conflits armés, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'année dernière à la même période (Analyse de MRM CTF, inédit), bien qu'il ne soit pas certain que cela soit dû à la fermeture d'écoles.

Une connaissance du contexte antérieur à la fermeture des écoles peut aussi fournir une indication des défis auxquels les enfants pourraient faire face. En moyenne, 82 % des enfants en RDC seront confrontés à des abus psychologiques ou physiques de la part d'un parent dans leur vie, qui peuvent être exacerbés en période de confinement ou lorsqu'ils n'ont nulle part ailleurs où aller (UNICEF dernière consultation 08/09/2020). En

moyenne, 27 % des enfants congolais exercent une forme quelconque de travail, y compris des travaux dangereux comme l'exploitation minière, et 27 % des filles de 15 à 17 ans sont contraintes au mariage, tandis que 13 % subissent une forme quelconque de violence sexuelle (UNICEF dernière consultation 08/09/2020). Avec les enfants non scolarisés, il est probable que ces taux augmentent. Les enfants courent aussi le risque d'être recrutés de force dans l'un des 49 groupes armés de la RDC répandus sur au moins dix provinces : de 2014 à 2017, 6 168 garçons et filles auraient été recrutés par des groupes armés MONUSCO 2019 (Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC). Si les enfants ne vont pas à l'école, le risque qu'ils soient exposés à un recrutement forcé ou volontaire augmente. Cela comporte un risque accru d'exposition à la violence armée.

## Les résultats identifiés dans la protection des enfants dans les évaluations

Les évaluations passées en revue ne couvraient pas la totalité du pays (seulement quatre sur 26 provinces, et seulement quelques zones de santé et quelques localités dans ces provinces). **Les résultats identifiés dans les évaluations se limitent à leurs régions respectives et devraient servir comme indicateurs de la situation là-bas.**

L'étude des évaluations a fait ressortir un certain nombre de problèmes concernant la protection des enfants. En juin 2020, dans neuf zones de santé sur 34 du Sud-Kivu, les populations ont rapporté que **des enfants avaient été mariés de force, arbitrairement détenus, harcelés, leurs villages pillés, enrôlés de force, ou exposés à la violence sexuelle** (REACH South Kivu 06/2020). À Djugu, les combattants de CODECO (Coalition des démocrates congolais) **ont recruté de force 18 enfants** et ont kidnappé deux jeunes hommes (UNHCR, CARITAS, AVSI 27/03/2020). Une évaluation à Kalonge et Nindja, au Sud-Kivu, a indiqué que **des enfants faisaient partie des groupes armés, les ex-soldats enfants ne recevaient pas de soutien, des mariages d'enfants avaient lieu, et que 75 % du total des enfants nés n'étaient pas officiellement enregistrés** (Évaluation multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 09/2020). La violence sexuelle contre les enfants a également été signalée à Kalonge (Évaluation multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 09/2020).

Une évaluation à Nindja, Sud-Kivu, a aussi signalé qu'un **nombre important d'enfants en âge de scolarisation travaillaient dans les mines**, ce qui représente un danger extrême pour leur vie (Évaluation multisectorielle selon OCHA 09/2020).

Les évaluations dans plusieurs provinces, y compris le Sud-Kivu et le Nord-Kivu, ont signalé que parmi les familles déplacées, les enfants n'avaient aucun terrain de jeux ou soutien psychosocial, ce qui peut être particulièrement néfaste compte tenu de la haute probabilité d'une exposition à un traumatisme (Évaluation multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 09/2020 ; AVSI 07/2020).

**L'accent a été mis sur les enfants orphelins résidant dans les écoles** dans les évaluations sur plusieurs provinces, car leur bien-être durant la fermeture des écoles reste inconnu (ACOPE/ASBL 26/04/2020).

Dans la province d'Ituri, les évaluations ont signalé **des risques accrus pour la protection des enfants non scolarisés**, surtout parmi les familles déplacées à l'intérieur du pays. Elles ont mis l'accent sur le manque d'assistance aux enfants en dehors du système scolaire et l'insuffisance ou la non-existence de structures pour les enfants à risque, y compris les mineurs et les orphelins déplacés non accompagnés. Sans école, ces enfants sont livrés à eux-mêmes, déambulant dans les rues et parfois adoptant une conduite malfaisante. À Bunia, des rapports ont signalé un risque accru de violence sexuelle basée sur le genre (SGBV) et des grossesses ou mariages d'enfants, avec des femmes et des filles déplacées particulièrement vulnérables. Des rapports montrent que des enfants déplacés qui se prostituent sont aussi communs à Bunia (Évaluation multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 05/08/2020). Une autre préoccupation est celle des parents qui forcent leurs enfants à travailler ou à mendier (Évaluation multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 03/08/2020). Bien que les données sur les taux de retour à l'école soient actuellement indisponibles, les grossesses, mariages et travail d'enfants réduisent la possibilité du retour à l'école des enfants lors de la réouverture des écoles.

Faire le trajet pour aller à l'école présente aussi des préoccupations concernant la protection des enfants. À Mahagi et Mambasa, **les trajets des enfants pour aller à l'école** sont dangereux, avec des signalements de tentatives de viols et d'accidents de voiture (NCR, Solidarités, ACTED, Reflex 05/05/2020). À Lolwa et Mambasa, les écoles **exploiteraient les élèves comme main d'oeuvre gratuite**, les forçant à travailler dans les champs et dans l'extraction de sable pour aider à financer les écoles (NCR, Solidarités, ACTED, Reflex 05/05/2020).

De nombreuses évaluations signalent le **manque d'installations sanitaires suffisantes (eau, assainissement et hygiène pour tous)** et une infrastructure générale dans les écoles pour appliquer les mesures de précaution COVID-19 telles que le lavage fréquent des mains et la distanciation sociale dans l'apprentissage (Évaluation multisectorielle dans le cadre de l'OCHA 08/08/2020). Ceci peut entraîner des cas accrus de COVID-19 et d'autres maladies infectieuses lors du retour des enfants à l'école. Les enfants déplacés sont particulièrement vulnérables aux risques de santé car ils sont plus susceptibles de souffrir de malnutrition aigüe (WHO, ADSPA, ADRA DRC, PPSSP, 29/05/2020).



## Capacité d'intervention

Depuis juillet, 28 organisations assument des interventions éducatives et de plus il y a 269 acteurs opérationnels dans divers secteurs en RDC, parmi lesquels 198 (74 %) sont des ONG locales (OCHA 07/2020) et 181 organisations œuvrent dans le domaine de la protection.

L'UNICEF et Save the Children sont des chefs de file du groupe sectoriel pour l'éducation, avec le Ministre de l'éducation. L'UNICEF participe activement à l'intervention contre la COVID-19 dans les écoles de toutes les 26 provinces (OCHA 07/2020). Les ONG internationales (Mercy Corps, COOPI, NRC, AVSI, DRC, CARITAS, INTERSOS, etc.) et les organisations des Nations Unies œuvrent également dans les interventions éducatives et de protection des enfants (OCHA 07/2020).

### Contraintes humanitaires et opérationnelles

La violence entrave l'accès à plusieurs régions ; la situation de conflit est souvent instable à cause du nombre élevé de milices et de fréquents conflits intercommunautaires. Le terrain difficile et l'infrastructure limitée, tels que des routes en mauvais état ou un réseau routier limité demeurent un obstacle logistique pour atteindre les populations dans le besoin, surtout dans les zones rurales.

Les mesures restrictives pour maîtriser la pandémie de la COVID-19 continue d'affecter les activités humaines et empêche l'accès humanitaire. Les mesures de distanciation sociale et les couvre-feux imposés le 31 mars ont ralenti les opérations humanitaires, bien que les individus qui fournissent des produits et des services essentiels soient exclus du couvre-feu (Garda 31/03/2020). Le 15 août, après quatre mois de fermeture, les autorités de RDC ont rouvert leurs frontières, ports et aéroports (Garda 16/08/2020, Newland Chase 12/10/2020).

## Fossés et besoins d'information

- Les observations présentées dans ce rapport ont été établies à partir d'un nombre sélectionné d'évaluations des besoins rapides et récents, jugés « de haute qualité » ou « importants » par les partenaires en RDC, et également à partir d'information secondaire disponible et des sources de données. Les observations ne couvrent pas systématiquement ou entièrement le pays. Une grande partie des évaluations couvrent la province d'Ituri, et il est possible que les observations soient faussées.
- Certaines évaluations ne fournissent pas un contexte suffisant, tel que les dates de début de crise soudaine.
- Les chiffres sur les impacts directs ou indirects de la COVID-19 sur les incidences sur l'éducation ou la protection des enfants sont insuffisants.
- Beaucoup de statistiques nationales et d'études contextuelles sont obsolètes.
- Aucune évaluation des corrélations entre les pics de la COVID-19 n'a été effectuée après le retour à l'écoles des classes terminales, principalement centrées sur la présence aux examens nationaux.
- Il n'existe pas de statistiques nationales sur le nombre d'enfants qui sont retournés à l'école.
- Beaucoup d'évaluations n'ont pas couvert l'impact de la politique d'enseignement gratuit ; certaines ont fait référence à une surcharge, mais d'autres impacts sur le programme, les enseignants et les ressources n'ont pas été spécifiés.
- Les méthodes d'évaluation sont souvent imprécises.
- La vérification des données sur les attaques d'écoles est difficile car les régions affectées demeurent souvent inaccessibles pendant de longues périodes et les partenaires qui assument les évaluations peuvent seulement s'appuyer sur les informations du Ministère national de l'éducation.

*Ce rapport a bénéficié du soutien du fond H2H du réseau H2H, qui est soutenu par l'aide du Royaume-Uni du gouvernement britannique.*

**Les évaluations ont couvert le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, Ituri, et Tanganyika (en bleu)**

